



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service environnement et sous-produits animaux

**Direction départementale
de la protection des populations**

Angers, le 03/12/2025

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS FILAVIE

20, La Corbière
ROUSSAY
49450 Sèvremoine

Références : 2025_10_16_Rapport Inspection_SAS FILAVIE
Code AIOT : 0054902611

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement SAS FILAVIE implanté 20, La Corbière ROUSSAY 49450 Sèvremoine. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a porté sur les enjeux de prévention du risque incendie, ainsi que les enjeux relatifs à la sobriété hydrique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FILAVIE
- 20, La Corbière ROUSSAY 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0054902611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS FILAVIE est une société dédiée au développement, à la fabrication et à la vente de vaccins destinés aux animaux.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Sobriété hydrique
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Implantation des installations	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Rejet Eaux industrielles,	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 8-4	Demande de justificatif à l'exploitant	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eaux vannes et eaux pluviales polluées			
15	Stockage et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9-2	Demande d'action corrective	3 mois
17	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 11-1	Demande d'action corrective	3 mois
18	Meilleurs techniques disponibles	AP Complémentaire du 09/06/2015, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	
20	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
21	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	3 mois
22	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	3 mois
28	Dispositions relatives à la prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	AP Complémentaire du 09/06/2015, article 1	Sans objet
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 4	Sans objet
4	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
7	Prescriptions applicables à l'installation en matière d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 7-1	Sans objet
8	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
10	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
11	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
12	V. Prescriptions locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
13	Prescriptions applicables à l'installation en matière d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 7-2	Sans objet
16	Prévention contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 10	Sans objet
19	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17	Sans objet
23	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
24	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
25	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
26	Dispositions relatives à la prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
27	Dispositions relatives à la prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
29	Dispositions relatives à la prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet
30	Dispositions relatives à la prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis le contrôle réalisé en 2023, la SAS FILAVIE a apporté des actions correctives sur différents points. La société a notamment réalisé un certain nombre d'études obligatoires (étude de bruit, suivi analytique des eaux usées, analyse du risque foudre, évaluation des besoins en eau d'extinction d'incendie...) et elle a déposé un dossier de porter de connaissance au regard des évolutions apportées au site depuis 2015, ainsi qu'un dossier de réexamen au titre de la directive IED.

Concernant le volet sobriété hydrique, l'installation a modifié son process générant de fortes économies d'eau. Cette évolution sera actée dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire dont le site doit faire l'objet après la validation des dossiers déposés en février 2025.

Concernant le volet prévention du risque incendie, des actions correctives sont attendues sur certains points, notamment la mise en place d'une réserve d'eau destinée à gérer un éventuel incendie, l'étude technique du bâtiment 2 au regard de l'absence de trappes de désenfumage, la mise à jour des plans etc...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2015, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2681 et 3450 de la nomenclature des installations classées, et du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°4718-2.
Constats : Il n'y a pas eu d'évolutions substantielles en matière d'activité depuis le dernier contrôle, les rubriques ICPE restent inchangées. A noter que l'installation a travaillé sur le recensement des différentes substances chimiques réceptionnées et stockées sur le site, afin de disposer en permanence de l'état des stocks et d'évaluer un éventuel dépassement de nouveaux seuils ICPE dans les rubriques 1000 ou 4000. Ce suivi est à maintenir en tout temps. Il est noté que FILAVIE a rejoint le groupe CEVA Santé animale en 2023, le site emploie environ 70 personnes en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité de l'installation avec le dossier d'autorisation
Prescription contrôlée : Le laboratoire et les différents ateliers sont implantés, aménagés et exploités conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation. Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors du précédent contrôle en 2023, des modifications notables de l'installation avaient été relevées par l'inspection.

<p>Un porter à connaissance a été déposé par la SAS FILAVIE le 14 février 2025 en préfecture pour notifier au préfet les modifications apportées.</p> <p>Ce porter à connaissance liste les évolutions apportées depuis 2018, année de réalisation de l'extension principale de l'installation qui avait été autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2015.</p> <p>La SAS FILAVIE a ainsi notifié l'installation d'un modulaire animalerie de 88 m2 (utilisé pour l'élevage d'animaux destinés au renouvellement), l'extension de l'animalerie de 327 m2, ainsi que la mise en place d'un modulaire de restauration de 73 m2.</p> <p>Le jour du contrôle, il a été constaté que des travaux de modification du modulaire de restauration, avec l'ajout de modules nouveaux destinés à la création de bureaux étaient en cours. Ces évolutions devront être notifiées au préfet. Une demande de compléments au dossier de porter à connaissance du 14 février 2025 sera transmise prochainement en ce sens à l'exploitant</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un registre des accidents industriels intervenus sur le site de la SAS FILAVIE a été mis en place depuis le dernier contrôle.</p> <p>Aucun accident n'a été recensé sur le site depuis le dernier contrôle. Les accidents du travail recensés au cours de ces 2 dernières années concernent uniquement des chutes ou des blessures liées aux faibles hauteurs de certaines zones d'intervention des salariés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'installation a engagé un changement de process avec l'arrêt de la phase de préparation des flacons destinés aux produits finis. Désormais, les flacons sont réceptionnés prêts à l'emploi, c'est-à-dire déjà lavés et stérilisés.</p> <p>En 2023, la consommation en eau du site était de 5718 m3. En 2024, elle était de 5102 m3. Au 1er octobre 2025, elle est de 2760 m³ pour l'année 2025.</p> <p>La réduction de la consommation en eau est conséquente par rapport à 2023, année de référence au cours de laquelle les flacons étaient lavés et stérilisés sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
Constats : Les plans présentés à l'inspection datent de 2018, à savoir date de la création du bâtiment 2 destiné à la production des vaccins viraux. Depuis cette date, des modifications ont été apportées avec des implantations nouvelles, notamment le modulaire restauration et des réaménagements intérieurs ont également été réalisés. Sur les plans, les trois réseaux d'eau suivants sont identifiés à l'extérieur des bâtiments : 1/ réseau des eaux contaminées - liées à un éventuel risque biologique; 2/ réseau des eaux usées autres que présentant un risque biologique; 3/ réseau d'eaux pluviales. La cuve de décontamination des eaux contaminées à l'aide du P3 oxionate est identifiée sur les plans, ainsi que les deux points de sortie du site : point de sortie des eaux pluviales et point de sortie des eaux usées à destination de la station d'épuration du prestataire. Les plans des réseaux présents à l'intérieur des bâtiments n'ont pas pu être présentés à l'inspection le jour du contrôle. Il est attendu que les plans complets (extérieur et intérieur) des bâtiments, plans datés avec tous les dispositifs et ouvrages indiqués dans la prescription ci-dessus, soient transmis à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un relevé hebdomadaire de la consommation en eau du site est mis en place. Les résultats sont portés sur un registre informatisé, disponible en tout temps.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prescriptions applicables à l'installation en matière d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 7-1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.
Constats : La SAS FILAVIE a modifié son process interne depuis 2023. Désormais les flacons sont reçus sur le site déjà lavés et stérilisés. Cette évolution de la consommation en eau sera actée par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.
Constats : L'installation consomme moins de 10 000 m ³ . De plus, la SAS FILAVIE assure une production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur (vaccins pour animaux de rente). Enfin, l'exploitant est en passe de réduire de plus de 20 % sa consommation en eau par rapport à 2023. Au regard de ces éléments, la SAS FILAVIE n'a pas à respecter les obligations de réduction de la consommation en eau fixées par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 susvisé en période de sécheresse. Afin de valider ces mesures générales de réduction de la consommation en eau de l'installation dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire qui réglementera le site, l'inspection demandera un complément au dossier de porter à connaissance transmis en février 2025 à la préfecture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables
Prescription contrôlée :

<p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p>
<p>Constats : Non applicable à l'installation - cf point de contrôle précédent</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : III. Les installations exemptées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM</p>
<p>Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats : Dans l'état actuel de la réglementation, la SAS FILAVIE consommant moins de 10 000 m³/an d'eau est exclu du champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé. En revanche, la SAS FILAVIE reste concernée par les dispositifs de gestion de l'eau en période d'étiage, définis par les arrêtés préfectoraux cadre déclinant la réglementation relative à la sobriété hydrique sur les différents bassins hydrographiques du département.</p>

<p>Ces arrêtés préfectoraux établissent des mesures de limitation ou d'interdiction temporaire d'utilisation de l'eau en fonction des différents usages de l'eau. Les ICPE n'étant pas exclues de ces limitations, la prise d'un APC définissant les dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau permettra de justifier des efforts déjà réalisés par la SAS FILAVIE vis-à-vis de la consommation en eau depuis 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'état actuel de la réglementation, la SAS FILAVIE est exemptée de réaliser cette transmission d'information via GIDAF pendant les périodes de sécheresse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : V. Prescriptions locales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la rédaction actuelle des arrêtés préfectoraux cadre "sécheresse" relatif à la préservation de la ressource en eau en période d'étiage, il est précisé que pour les ICPE, les dispositions prévues par les arrêtés de prescriptions individuels ou les prescriptions du cadre général quand elles existent prévalent.</p> <p>En l'absence de prescriptions particulières dans son arrêté d'autorisation actuel, la SAS FILAVIE reste concernée par les dispositifs de gestion de l'étiage définis par les arrêtés préfectoraux cadre "sécheresse".</p> <p>Les ICPE n'étant pas exclues des limitations par ces arrêtés préfectoraux "sécheresse", la prise d'un APC définissant les dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau permettra de justifier des efforts déjà réalisés par la SAS FILAVIE vis-à-vis de la consommation en eau depuis 2023. D'où la nécessité d'apporter un complément au dossier de porter à connaissance de février 2025 sur ce point.</p>

Néanmoins, il est rappelé à la SAS FILAVIE qu'en période de sécheresse, l'installation se devra toujours de reporter les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau ou génératrices d'eaux polluées sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité de l'installation. De la même façon, en période de sécheresse, seuls les usages de l'eau nécessaires au process de production ou à la sécurité du site doivent être concernés, les autres usages doivent être suspendus (arrosage des espaces verts, nettoyage des camions etc...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prescriptions applicables à l'installation en matière d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 7-2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'alimentation en eau des différentes installations s'effectue par le biais de trois forages présents sur le site « La Corbière ». Afin d'éviter tout risque par rapport à la nappe souterraine, la tête de ces forages est bétonnée et sécurisée. L'eau pompée est acheminée dans une réserve tampon. L'établissement effectue annuellement, dans un laboratoire agréé au moins deux contrôles bactériologiques et un chimique de l'eau potable, prélevée par mélange d'échantillons collectés aux extrémités des réseaux internes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le porter à connaissance déposé en février 2025 justifie de l'absence de forages alimentant le site. Cette prescription sera retirée de l'arrêté préfectoral ICPE après la validation de l'instruction du porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rejet Eaux industrielles, eaux vannes et eaux pluviales polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 8-4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux industrielles, vannes et eaux polluées de FILAVIE sont traitées dans la station d'épuration de GFS afin d'éviter tout risque vers le milieu naturel.</p> <p>Une convention de raccordement est établie entre la SAS FILAVIE et l'exploitant de la station d'épuration.</p> <p>Le volume des rejets et leur charge polluante ne devront pas affecter le bon fonctionnement de la station d'épuration.</p> <p>Autosurveillance : il sera procéder une fois par semestre, à la détermination des charges polluantes des effluents, par un bilan 24 heures sur le point de rejet gravitaire. Il sera établi un rapport qui précisera les conditions d'intervention ainsi que les résultats du bilan de pollution. Les résultats des contrôles sont adressés à l'issue de chaque trimestre à l'inspection des installations classées qui pourra demander toute mesure complémentaire par l'organisme de son choix, aux frais de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le dernier contrôle, ce point a fait l'objet d'amélioration. Pour assurer le contrôle des eaux usées rejetées ainsi que la recherche des Pfas, FILAVIE a contractualisé avec le laboratoire INOVALYS pour l'année 2025.</p> <p>Le premier contrôle trimestriel sur 24 heures au point de rejet des eaux usées a été réalisé les 13 et 14 janvier 2025. Le deuxième contrôle a été réalisé les 28 et 29 avril 2025, seuls les résultats de ce deuxième contrôle ont été transmis à l'inspection.</p> <p>Les recherches de Pfas dans les eaux usées rejetées ont été publiées dans GIDAF.</p>

<p>Un rapport de synthèse de l'ensemble des analyses des eaux usées rejetées pour l'année 2025 est attendu par l'inspection et fera l'objet d'une demande de compléments au porter à connaissance de février 2025.</p> <p>L'arrêté ministériel du 28 avril 2014 prescrit l'utilisation de GIDAF pour la transmission des résultats des autosurveillances réalisées par les exploitants des Installations classées, dès lors que la transmission des résultats est elle-même prescrite par un texte réglementaire (arrêté préfectoral d'autorisation, arrêté ministériel...). Le rappel de cette obligation sera intégrée à l'arrêté préfectoral complémentaire qui sera pris après la validation de l'instruction du porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 15 : Stockage et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 9-2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage et l'élimination des boîtes de culture et des milieux de culture d'agent microbien, des cadavres de petits animaux, des matériels coupants et tranchants respectent la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prestataire prenant en charge les matériels coupants et tranchants à risque infectieux est PROSERVE DASRI. Ce prestataire n'utilisant pas l'outil Trackdéchets, la SAS FILAVIE dispose uniquement de bordereaux papier pour la prise en charge de ces déchets classés dangereux. Il s'agit d'une non-conformité qui doit faire l'objet d'une action corrective.</p> <p>Il est rappelé que depuis le 1er janvier 2022, les entreprises produisant des déchets dangereux doivent être inscrites et passer par la plateforme en ligne « TRACKDECHETS » pour faire évacuer, collecter, transporter et traiter tous les déchets dangereux en application du décret 2021-321 du 25 mars 2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Prévention contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances auditives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores engendrées par l'installation ne doivent pas dépasser les valeurs fixées par l'arrêté préfectoral dans les zones à émergence réglementée ainsi qu'en limite de propriété de jour comme de nuit.</p> <p>Une mesure de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme qualifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au précédent contrôle, ce point a fait l'objet d'une action corrective. Une étude acoustique a été menée les 13 et 14 novembre 2024 sur le site par le Bureau Véritas.</p> <p>Les résultats de l'étude démontrent la conformité de l'installation en matière d'émissions sonores, aussi bien en limite de propriété que dans les zones à émergences réglementées identifiées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2011, article 11-1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les équipements externes et internes permettant de lutter contre l'incendie sont conformes à l'arrêté préfectoral.
Constats : Le site dispose de 94 extincteurs, qui ont fait l'objet d'un contrôle périodique en date du 23/04/2025 par la société APS services. Les non-conformités identifiées (changements de joints, remplacements ...) ont fait l'objet d'actions correctives immédiates. Le certificat N4Q4 attestant de la conformité des installations de sécurité incendie a été délivré le 06/05/2025 à la SAS FILAVIE. Un exercice d'évacuation avec test de l'alarme incendie a été réalisé le 18 février 2025. Les employés ont réagi très rapidement, l'ensemble du site a été évacué en 3 minutes 40s. En revanche, il a été identifié que la sirène n'était pas audible au sein du réfectoire. Ce point reste à corriger. Douze trappes de désenfumage sont recensées sur le site, elles sont réparties sur le bâtiment 1 et sur le magasin. En revanche, aucune trappe de désenfumage n'a été installée sur le bâtiment 2. L'absence de trappe de désenfumage sur le bâtiment 2 interroge l'inspection, ces trappes permettant l'évacuation des fumées et gaz toxiques (réduction du risque d'intoxication, amélioration de la visibilité lors de l'évacuation etc). Une étude technique est attendue pour démontrer l'absence de nécessité de ces trappes sur le bâtiment 2. Les trappes existantes ont fait l'objet d'un contrôle annuel le 23/04/2025 par la société APS services. Leur déclenchement est assuré par deux commandes manuelles situées dans les entrées de bâtiments et qui sont représentées sur le plan détachable à l'entrée du site. Suite au dernier contrôle, une nouvelle étude relative au dimensionnement des besoins en eau en cas d'incendie a été menée et annexée au porter à connaissance déposé en février 2025. Au regard des hydrants présents à proximité de FILAVIE, le besoin en eau complémentaire est estimé à 420 m3. FILAVIE s'était engagé à mettre en place cette réserve incendie courant de l'année 2025. La réserve incendie n'était pas présente sur site le jour du contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Meilleurs techniques disponibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2015, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Meilleures techniques disponibles
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 ans à compter de la publication du JORF des décisions concernant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique n°3450 les prescriptions de l'arrêté sont actualisées.
Constats : Suite au précédent contrôle, un dossier de réexamen au titre de la directive IED a été déposé en préfecture en février 2025. Ce dossier a fait l'objet d'une instruction et nécessite d'être complété. Un courrier de demande de compléments sera prochainement transmis à la SAS FILAVIE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 19 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : Sont reconnus organismes compétents au titre de la présente section les personnes et organismes qualifiés par un organisme indépendant selon un référentiel approuvé par le ministère chargé des installations classées.
Constats : L'analyse du risque foudre a été réalisé par l'APAVE sur le site de FILAVIE. L'APAVE est un organisme reconnu compétent selon le référentiel F2C par le ministère en charge de l'Ecologie pour effectuer cette prestation. Les référentiels F2C destinés à la certification des organismes compétents dans le domaine de la foudre version 2.2 et de qualification des personnes du service maintenance version 1.0 sont approuvés au titre de l'article 17 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Suite au dernier contrôle, une analyse du risque lié par la foudre a été réalisée par l'APAVE le 11 février 2025. Cette étude relève la nécessité d'améliorer la protection contre la foudre des équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">- alarme incendie,- détection gaz de la chaufferie,- système VESDA (détecteurs de fumées).

Ces corrections n'ont pas été apportées par la SAS FILAVIE. Une action corrective est attendue. Les éléments justifiant le retour à la conformité devront être transmis à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Perte de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Capacité des rétentions</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>II. - Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées.</p> <p>En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p>En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle physique des ateliers - hors zones de laboratoire soumis à des restrictions particulières d'accès - montre de nombreux récipients mobiles contenant des substances susceptibles de créer des pollutions non associés à des rétentions répondant aux exigences réglementaires.</p>

<p>Cette absence de rétention a notamment concerné du désinfectant (Aseptanios AD) stocké sur palette ou des huiles minérales telles que le MARCOL 52.</p> <p>Des rétentions existantes sont par ailleurs non utilisées car inaccessibles au regard de l'encombrement de la zone du magasin.</p> <p>L'absence de rétention concerne également les flacons en verre stockés dans le local dont la porte présente les différents pictogrammes /symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur. Ce local contient notamment les flacons de formaldéhyde, dont la moitié n'était pas sur rétention. A noter qu'au regard de la toxicité des substances stockées dans ce local, vos procédures internes prévoient que ce local soit fermé à clé et que seuls les personnels formés et habilités puissent y accéder. Le jour du contrôle, le local n'était pas fermé à clé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Perte de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation.</p> <p>A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.</p> <p>B.-Les dispositifs d'obturation sont maintenus fermés en permanence. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site.</p> <p>D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts ...). En particulier, les transferts de matières dangereuses à l'aide de récipients mobiles s'effectuent suivant des parcours identifiés et font l'objet de consignes particulières.</p> <p>E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le MARCOL 52 est une substance dangereuse qui est manipulée régulièrement sur le site, cette substance étant nécessaire au process de fabrication des vaccins viraux. Un stockage de MARCOL 52 est situé à l'étage supérieur du magasin et afin d'être positionné à l'étage, il fait l'objet d'une montée par du matériel élévateur dans la cour extérieure de l'installation. En cas de chute du contenant de MARCOL pendant cette opération, aucune mesure n'est actuellement prise pour recueillir les fuites éventuelles qui rejoindront de fait le réseau de collecte des eaux pluviales. Actuellement, il n'y a pas de procédure de gestion de ce risque accidentel par la SAS FILAVIE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Perte de confinement
Prescription contrôlée : VII.- Stockage des déchets Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : Le stockage des contenants vides (IBC, bidons..) est réalisé à l'extérieur du site et le stockage des autres déchets est réalisé dans des conteneurs appropriés au déchet sans risque de pollution pour l'environnement. Le site de la SAS FILAVIE est bien tenu, il n'y a pas de déchets éparpillés sur le site, ils sont regroupés et stockés dans des contenants adaptés avant d'être envoyés vers la filière de traitement adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent : - est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m ² identifiées dans l'étude de dangers, ou ; - est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi. Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ / tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Pas de stockage de produits toxiques visés par cette prescription par la SAS FILAVIE le jour du contrôle
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none">- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>La SAS FILAVIE ne dispose pas de bassin de confinement des eaux d'incendie.</p> <p>Néanmoins, cet article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 fixant l'obligation de disposer d'un bassin de confinement des eaux d'incendie ne s'applique pas aux installations autorisées antérieurement au 1er septembre 2022.</p> <p>Aussi, cette obligation n'incombe pas à la SAS FILAVIE. Néanmoins, l'inspection invite la SAS FILAVIE à réfléchir aux solutions possibles pour permettre un confinement interne partiel des eaux d'incendie et a minima, de s'assurer que des mesures peuvent être prises pour éviter le débordement vers le milieu naturel de la cuve servant à la collecte des eaux usées "contaminées" par un risque biologique avant traitement biocide en cas d'incendie.</p>

En l'absence de bassin de confinement du site, la maîtrise des rétentions des substances dangereuses ou polluantes devient une mesure prioritaire de prévention des risques (cf point de contrôle précédent non conforme).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Dispositions relatives à la prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance et réseau de détecteurs.</p> <p>A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p> <p>B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.</p> <p>Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.</p> <p>C.-Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions des points A et B du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p> <p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de son système de sécurité incendie, le site de la SAS FILAVIE dispose d'un réseau de détecteurs de fumée répartis sur l'ensemble du site, avec notamment des détecteurs de type VESDA et des déclencheurs manuels y compris dans les laboratoires confinés, le tout est raccordé à une alarme incendie.</p> <p>Après vérification dans le dossier d'autorisation, la dernière extension n'a pas fait l'objet d'une révision approfondie de l'étude de dangers et donc le réseau de détecteurs en place ne peut pas être comparé avec celui de l'étude de dangers.</p> <p>Les plans des détecteurs existants sur le site sont disponibles et semblent à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Dispositions relatives à la prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Formation du personnel</p>

<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au sien de FILAVIE, les équipiers dits de 1ère intervention en cas d'incendie sont formés à l'utilisation des extincteurs répartis sur le site. Une trentaine de personnes est ainsi formée et bénéficie d'un rappel de formation tous les 2 ans par la société SAFE. La feuille d'émargement de la dernière formation organisée sur site a été présentée à l'inspectrice.</p> <p>Un plan d'intervention du site est disponible, il rassemble les informations majeures liées à la sécurité incendie de l'établissement. Un plan détachable est affiché à l'entrée du site avec l'ensemble des informations utiles à connaître en cas d'incendie : extincteurs, arrêts d'urgence, zone de stockage de gaz,</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 28 : Dispositions relatives à la prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Documents de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les plans, en particulier, pour les installations concernées ; -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; -le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ; -le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; -le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ; -le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ; -le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; -tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ; ces éléments peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ils sont conservés sur le site durant 5 années au minimum. <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La SAS FILAVIE dispose de plans qui répondent partiellement à la prescription susvisée. Les plans devront être complétés et mis à jour au regard des exigences de cette prescription ainsi qu'avec les équipements nouveaux qui seront mis en place, notamment la réserve d'eau incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 29 : Dispositions relatives à la prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : La SAS FILAVIE dispose d'une clôture tout au tour du site empêchant l'intrusion, avec deux portails permettant de sécuriser la totalité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Dispositions relatives à la prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisé par l'organisme SOCOTEC en date du 12/06/2025. Une non-conformité a été relevée concernant l'absence d'éclairage de sécurité au-dessus d'une porte d'évacuation du bâtiment. Ce point reste à corriger.
Type de suites proposées : Sans suite